

Revue de presse du Mali

15.06 – 30.06.2023

Bienvenue sur la revue de presse bi-hebdomadaire de Konrad-Adenauer-Stiftung sur le Mali

La revue de presse bi-hebdomadaire a pour but d'explorer et de vous tenir informé sur la situation au Mali et sur des questions sélectionnées relatives à la politique, à l'économie et à la société.

Contenu

-

- **RÉFÉRENDUM : LE OUI MENTEUR ET LE NON HYPOCRITE**

- **« AU FIL DE MES CONVICTIONS SUR LE MALI D'AUJOURD'HUI ET DE DEMAIN » : OUSMANE SY ET LE MALI.**

RÉFÉRENDUM

LE OUI MENTEUR ET LE NON HYPOCRITE

A quelques jours l'échéance référendaire, les deux camps se comptent, s'ils ne se cherchent pas, encore et toujours. Sur de son poids et de son charme mobilisateur, le camp du oui s'est cassé les dents le jeudi dernier à Yirimadjo au grand espoir de la coalition du non qui cherche un abri pour tenir sa conférence de presse. On pensera que là, tout est joué.

Or, c'est la ligue de tout un régiment de colonels, d'honorables conseillers du CNT, d'éminents membres du gouvernement, de cadres des départements ministériels et de l'État, de tout ce que compte la République à la rescousse de la Transition qui a fait flop au stade du 26 Mars. Malgré la débauche des moyens publics mis en œuvre...

A qui la faute, ce sont-ils raillés sur les réseaux sociaux et dans les "grins" ? Officiellement tenu sous la responsabilité du mandataire du camp du OUI, l'éternel Boureima Allaye TOURE du Conseil national de la société civile, mais piloté de mains de maître depuis les hauts sommets de l'État, le meeting du 8 juin a déçu plus d'un.

Et pire encore, il a donné l'occasion de jauger la capacité réelle de mobilisation du Camp du OUI, incapable de remplir un stade de 50 000 places alors qu'il entendait mobiliser au moins des milliers de Maliens pour être pris au sérieux. A moins qu'on ne fasse, comme par le passé : bourrer les urnes et tenir le référendum où aucune âme ne vive. Pourvu que le OUI passe. Et crier sur tous les toits : « C'est grâce à nous, ce n'est pas le travail de Choguel »...

Remake trompeur

Et comme rien ne peut et ne doit se passer comme par le passé, ceux qui ont empoché les 20 ou 21 millions à la veille du meeting, veulent remettre ça : bis repetita. Un remake trompeur pour encore duper le président Assimi qui semble avoir fait sa religion sur ces voltigeurs politiques en compétition.

Sauf qu'entre eux et Batouly, nul ne sait qui a la carte maitresse, tant on dirait que ce n'est pas le même camp du OUI. Les revanchards des gradins du 8 juin optant pour le vendredi, tandis que la dame donne rendez-vous jeudi. Et si ce beau monde travaillait ensemble au triomphe du OUI dans les urnes le dimanche ?

Pas très évidents au regard des ambitions et des retombées financières en jeu (chaque délégation régionale ayant été doté d'au moins une vingtaine de briques). Et tant pis pour le OUI. Après tout, c'est le projet de Assimi, eux ils ont eu leur part comme sous IBK, comme sous ATT, comme sous Alpha pour certains.

Et l'histoire de ce pays a prouvé que certains ne peuvent même pas mobiliser des cabris de leur localité. Donc normal que tu trouves des «Bo yoro djan » à Sikasso et des «bo Yoro Souroun» à Gao. Tout ça : à l'insu des forces du changement, tenues à l'écart depuis le début de la campagne référendaires comme des pestiférés.

Ceux qui veulent bernier le président Assimi Goïta sur le poids électoral qu'ils n'ont jamais eu au Mali sont-ils cependant les seuls dans la fourberie et dans la duplicité ? Parce que, tout bonnement, d'autres ont décidé de jouer leur rôle à leur place, pardon de se liguier en se donnant les moyens pour les mettre hors circuit.

Ceux qui estiment en effet que le référendum est plus une affaire d'institutionnels que politiques, d'officiels que de citoyens se sont constitués en Collectif pour plus défendre leur avenir dans le jeu politique que la victoire du OUI, le 18 juin, prétexte de leur rassemblement.

Le fameux Collectif dit d'acteurs institutionnels composé des membres du gouvernement, du Conseil national de Transition (CNT), du Haut conseil des collectivités (HCC) et du Conseil économique social et culturel (CESC) et d'autres membres du gotha étatique dit vouloir tenir une série de grands meetings : le mercredi 14 juin à Mopti (Centre), Tombouctou et Gao (Nord) et le jeudi 15 juin à Ségou (Centre), Kayes (Ouest), Koulikoro (Pres de Bamako) et Sikasso (Sud)... Et le clou, vendredi au stade du 26 Mars.

Le reniement politique

Quand par couardise les politiques abdiquent de leurs vocations et missions pour plaire et complaire dans l'expectative voire la confusion, ils envoient la démocratie à l'abattoir. Incapables de prendre position ou reniant simplement ses convictions et ses prises de positions antérieures, des partis politiques font la queue leu-leu dans leur appel à voter OUI s'ils ne trouvent pas l'excuse de laisser le libre choix aux militants.

La discipline partisane, alors fout le camp, comme le dirait les militaires. L'argument spécieux, sinon, la fourbe brandie par certains partis politiques consistant à faire du contrat social issu du référendum une affaire citoyenne ne tient pas la route, et ne trompe personne. Si le texte qui définit pour l'avenir la gestion de l'État, l'organisation et le fonctionnement des pouvoirs publics, les droits et les devoirs du citoyen n'est pas une affaire politique, la politique n'a plus sa raison d'être au Mali.

Parce que ça dire que nos partis politiques, en tout cas ceux qui fuient leur responsabilité historique en se barricadent derrière «le livre choix» de leurs militant, n'ont pas vision politique. Faut-il rappeler que les partis politiques ont pour objectif la conquête et l'exercice du pouvoir afin de mettre en œuvre la politique annoncée.

Si en démocratie la conception traditionnelle est que le pouvoir exécutif est en charge de l'intérêt national indépendamment des partis, ceux-ci assurent bien la conduite de la politique nationale, par l'intermédiaire de leurs représentants au gouvernement et dans la majorité parlementaire. Ils légitiment et stabilisent le régime démocratique, en le faisant fonctionner.

Animateurs du débat politique, ils contribuent aussi à structurer l'opinion publique. Le but d'un parti politique est d'influencer le pouvoir politique en place, en le soutenant, si celui-ci en est issu, ou en s'y opposant. Sommes-nous dans ce cas au Mali ? Ces messieurs/dames salivent seulement pour les places.

La duplicité à ciel ouvert

Aussi, peut-on comprendre que les questions référendaires sont clivantes sur lesquelles il est donc difficile de préserver l'unité interne du parti ? Est-ce la raison pour laquelle que certains partis et non des moindre (Yelega et le RPM-Tréta) ont appelé leurs adhérents à suivre leur opinion personnelle

pour ce qui est du 18 juin et à ignorer les positions antérieures du parti. Ironie du sort, ce référendum aurait pu être l'occasion pour le RPM, par exemple, de sceller son unité en lambeau depuis la chute d'IBK et le fameux Comité central qui a fait de Tréta roi à la place du ROI.

En tout cas, c'était l'opportunité pour beaucoup de partis d'éviter la scission, si tant est que le OUI de tout le monde est sincère et que le NON de certains n'est pas hypocrite.

Sous la Transition, déchirés de plus en plus par de fortes tendances qui remettent en cause de plus en plus leur leadership traditionnel des caciques trônant depuis des lustres, les partis politiques jouent les troubadours de la kermesse référendaire.

La quasi-majorité des formations politiques, à l'exception notable de la CODEM, se sont alignés derrière les colonels, d'autres ralliés au projet de la nouvelle Constitution par escroquerie et parjure politique.

Qui l'aurait cru ?

Le Cadre pour le retour à l'ordre constitutionnel qui s'esclaffait sur les déboires de la Transition soudainement trouve génial la trouvaille des colonels et appelle à voter OUI. Aucun parti du cadre, à l'exception de l'UDD, n'appelle à voter NON.

Qu'est-ce qui reste de l'opposition à la Transition dirigée par le colonel Assimi Goïta ?

Des menus fretins, des nostalgiques, des hybrides, pardon des alter-politiques qui estiment que la nature ayant horreur du vide, puisque tout le monde dit Oui, il faut dire NON pour se faire voir et valoir.

Les arguments du Parena sont respectables, mais comment expliquer l'opposition hystérique de la CENAS ou de la CMAS ? Quid des fantassins de la 25ème qui estiment que l'heure n'est point à un référendum et qu'il faut surseoir à ce projet clivant, avant qu'il ne soit trop tard.

Comme s'ils se levaient d'un cauchemar ou d'un coma qui les plonge dans un contexte où les jeux sont déjà faits (les hommes en tenus ont déjà voté). Pour reprendre l'adage bamanan : kele mi sera so da la, Moriba-Yassa don bana. Après l'on va s'étonner du résultat du référendum et du système qu'il va engendrer !

Source : Info Matin

« AU FIL DE MES CONVICTIONS SUR LE MALI D'AUJOURD'HUI ET DE DEMAIN" : OUSMANE SY ET LE MALI

Le nouvel ouvrage de Ousmane Sy intitulé "Au fil de mes convictions sur le Mali d'aujourd'hui et de demain". Edité aux éditions la Sahélienne, ce recueil de 326 pages nous parle des convictions de l'auteur pour réussir à construire un Mali nouveau.

Natif de la région de Bandiagara, Ousmane Sy a gravi les échelons de l'administration publique et a occupé de grands postes de prise de décision. Il a été ancien ministre de l'Administration territoriale et des Collectivités locales sous Alpha Oumar Konaré, Secrétaire général de la présidence de la République sous le président intérimaire Dioncounda Traoré et ministre de la Décentralisation et de la Ville sous le président Ibrahim Boubacar Keïta.

« Ce livre c'est pour partager mon expérience avec l'ensemble des Maliens. Parce que je suis quelqu'un qui a évolué pendant 40 ans dans le domaine public, j'ai exercé plusieurs fonctions, j'ai accumulé beaucoup d'expérience bonne, mais aussi mauvaise. Et aujourd'hui je suis arrivé à l'âge où je dois partager cette expérience », explique l'auteur. A travers ces écrits, l'auteur a voulu dire à la jeunesse d'aujourd'hui qui est la couche la plus nombreuse et, la plus demandée pour le changement, ce qu'il faut éviter de faire.

Ousmane Sy, dans son ouvrage, évite de proposer des recettes de sorties de crise, car il ne marche pas toujours. Mais il indique des voies qu'il faudrait creuser. Peut-être qu'en suivant ces voies, on peut trouver la réponse.

Ces voies dit-il, sont liées aux localités de notre pays. « Je dis que si nous voulons faire un Mali stable, prospère et en paix, il faut aller se ressourcer au niveau local, dans les cultures locales, dans les territoires locaux, dans les administrations locales. Et à partir de là, nous allons bâtir ce Mali nouveau que tout le monde attend », déclare-t-il.

Tiégom Boubeye Maïga, journaliste, directeur de publication de "La Nouvelle République", était l'un des critiques littéraires du livre. Il dira que de 2004 à 2020, l'auteur tient les mêmes convictions, les convictions sur la décentralisation, sur la régionalisation, la démocratie, les convictions sur le fait qu'aucun Etat ne peut se développer, si ce qu'il appelle l'Etat légal, ne parle pas avec l'Etat local et l'Etat de base.

Selon notre critique, le livre est divisé en trois partis, une première partie qui concerne la décentralisation et le développement durable, une deuxième partie qui concerne la démocratie et les droits de l'homme et une troisième partie qui concerne la sécurité et la coopération internationale. Pour finir, il dira que l'auteur montre à travers ce livre, que la quête de la paix ne passe pas forcément par les armes. « Si on implique les populations, parce que c'est elles qui subissent, dans la recherche de solution, pour la paix et la sécurité, les uns et les autres n'auront aucune raison de prendre les armes », ajoute-t-il.

Pour clore ses propos, Ousmane Sy invite la jeunesse à lire ces genres d'ouvrage, car nous sommes à un moment crucial de notre pays, où la jeunesse a besoin de savoir tout ce qui s'est passé avant. Plus elle sait ce qui s'est passé avant, plus elle est capable de se former pour ce qui doit venir.

C'est pour cela qu'il estime que ce livre est utile à côté d'autres livres, pour permettre à la jeunesse de se former simplement. « La jeunesse doit d'abord connaître le pays, l'histoire de ce pays, la géographie du pays et aussi de réfléchir sur quel est son avenir, et s'engager dans cet avenir », ajoutera-t-il.

Source : Mali Tribune

Konrad-Adenauer-Stiftung e. V.

Ulf Laessing, Directeur régional programme Sahel
basé à Bamako

Aminata Traore, Assistante de Programmation /
rédactrice en chef de la revue de presse

Bureau du programme Régional Sahel / Bamako

www.kas.de/Sahel

https://twitter.com/KAS_Sahel

<https://www.facebook.com/KAS.Sahel>

Ulf.laessing@kas.de / Aminata.traore@kas.de

Badalabougou - Est
Bamako/Mali
B.P. E 1247
Téléphone:
+223-20.23.00.36
Info.bamako@kas.de
www.kas.de/sahel

www.kas.de